



Conséquences du Covid-19

La pandémie a révélé les trous du filet social

La crise a mis en lumière les failles du dispositif à Genève et en Suisse. Un ouvrage collectif en dresse le bilan. Rencontre avec Émilie Rosenstein, qui a codirigé ce travail.

Eric Budry

Précarité

Au printemps 2020, des distributions de colis alimentaires ont dû être organisées en toute urgence à Genève pour venir à l'aide des populations les plus vulnérables face aux effets du Covid-19. LAURENT GUIRAUD





Personne n'est resté indifférent devant la foule qui a afflué aux distributions de nourriture mises en place en toute hâte en mai 2020 à la patinoire des Vernets. Cette mise en lumière des difficultés sociales produites par la pandémie et le confinement décidé par Berne est sans doute l'effet le plus spectaculaire, car le plus visible, de la crise sanitaire. Mais il y en a eu d'autres. L'ouvrage «Covid-19: les politiques sociales à l'épreuve de la pandémie»* tente précisément d'en dresser le bilan et d'esquisser des pistes d'amélioration.

Interview d'Émilie Rosenstein, qui a codirigé ce travail avec Serge Mimouni, directeur du Département de la cohésion sociale et de la solidarité de la Ville de Genève. Il rassemble 25 recherches et entretiens de responsables de l'action sociale et sanitaire.

Émilie Rosenstein, la Suisse s'en est-elle globalement plutôt bien ou mal sortie face à la pandémie?

Notre conclusion, c'est que, globalement, nous avons un système qui s'est montré nettement plus réactif que l'on pouvait le penser. L'aspect plus négatif, c'est que l'on s'est aperçu que certaines catégories de la population n'étaient pas ou peu protégées, parmi lesquelles les personnes précaires sont les plus évidentes.

Quelles sont plus précisément les autres catégories?

Celles sur lesquelles il nous faut poser un regard de vigilance sont diverses et de statuts différents. La Suisse s'est ainsi rendue compte de la fragilité de certains indépendants. Il est apparu que plusieurs ne pouvaient faire face même durant un mois si leurs activités étaient stoppées, faute d'être éligibles au chômage et donc aux RHT (*ndlr: réductions des horaires de travail*). Je citerai ensuite les jeunes,

pour lesquels la santé psychique à long terme est une préoccupation en raison des effets des épreuves vécues durant la crise. Avec un accent particulier sur les jeunes vulnérables. Paradoxalement, malgré sa supposée aisance numérique, c'est un public qui a souvent décroché face aux outils en ligne.

Qu'en est-il de la population migrante?

Un des constats marquants est la rapidité avec laquelle des personnes issues de la migration pourtant bien intégrées et stables depuis des années se sont trouvées en grande difficulté. La raison en est notamment la crainte, fondée, de perdre leur permis. Depuis la révision de la loi fédérale sur les étrangers et l'intégration en 2019, le recours «durable» à l'aide sociale est en effet un motif de révocation du permis de séjour. Pour beaucoup, la peur de perdre son permis a été plus forte que celle de ne pouvoir se nourrir.

La situation des personnes sans papiers a également marqué les esprits. Les images des queues devant la patinoire des Vernets ont mis en évidence une inégalité manifeste devant les conséquences de la pandémie. Les politiques sociales, c'est ce qui nous permet de vivre dignement en dehors du marché du travail. Mais elles ne déploient pas également leurs effets pour toutes et tous.

Quels résultats vous ont le plus étonnée parmi les apports des auteurs du livre?

J'en vois immédiatement trois. Tout d'abord, le fait qu'au cœur de la pandémie, plus d'un tiers de la population active ait bénéficié de prestations sociales via les RHT, c'était totalement inédit. Ensuite, constater que les rapports de genre se sont vite retraditionnalisés, avec toutes ces femmes qui ont

dû s'occuper des enfants tout en télétravaillant. Enfin, découvrir que pour certaines catégories de personnes, le confinement a coïncidé avec une amélioration du bien-être. Ce constat n'est pas valable pour tout le monde, bien sûr, mais démontre l'intérêt qu'il y aurait à penser des solutions davantage sur mesure, en particulier dans l'accompagnement des personnes vulnérables.

Dans la conclusion du livre que vous avez rédigée avec Serge Mimouni, vous pointez trois axes d'amélioration. Quels sont-ils?

Cette conclusion nous est venue assez spontanément. Le premier axe est le renforcement de l'accès à des droits sociaux. Le droit est une sécurité évidente en période de crise. Le problème, c'est que nous sommes plutôt à rebours de cela depuis une vingtaine d'années en Suisse. Des conditions à la délivrance d'une prestation sociale sont de plus en plus posées. Lors de la crise, le besoin en droits sociaux de base est revenu en premier plan: la sécurité alimentaire, le droit au logement.

Le deuxième axe est le besoin de collaborer entre acteurs du social, de sortir des silos. Durant la pandémie, il y a eu un effet fédérateur car la priorité était de venir en aide à des personnes, de répondre à des besoins concrets.

Enfin, la crise a montré l'importance du dialogue entre recherche et politique. Cette période a souligné le besoin d'outils de pilotage afin de savoir comment répondre de manière adéquate à la pandémie. Ce livre est d'ailleurs né de cette dynamique de collaboration. À la HETS où j'enseigne, nous avons créé un Observatoire des précarités pour relever ce défi et documenter de nombreux phénomènes sociaux sur lesquels nous manquons cruellement de don-



nées.

*«Covid-19: les politiques sociales à l'épreuve de la pandémie»

Sous la direction d'Émilie Rosenstein et de Serge Mimouni,

Editions Seismo, 2022.

Le vernissage de l'ouvrage se déroulera le 9 février dès 17 heures à la HETS à Lausanne (auditoire B 331-332)



STEEVE JUNKER-GOMEZ

Émilie Rosenstein est professeure de politiques sociales à la Haute École de travail social et chercheuse associée à l'UNIGE.

«La crise du Covid a changé nos regards»

● Craignez-vous que la dynamique s'estompe une fois la peur oubliée?

La question est effectivement de savoir si la crise a changé notre manière de faire et de voir, ou si tout cela va disparaître. Personnellement, je pense que la pandémie a changé nos attentes en matière de cohésion sociale. À Genève, il y a eu un effet de surprise concernant l'étendue de populations précaires, qui a débouché sur des engage-

ments solidaires importants. Mais le changement ne va pas se faire tout seul! Il faut des relais politiques et associatifs.

Mais reste-t-il quelque chose des gestes de solidarité du début de la pandémie?

Oui, mais ils se sont transformés. On l'a vu avec la crise ukrainienne. L'être humain est capable de gérer des moments de stress durant un temps donné, mais pas en continu.

Il a aussi besoin de plages de repos. Nous sommes partis dans cette crise comme si c'était un sprint, mais c'était un marathon, ce qui a pu déboucher sur un sentiment de fatigue ou des formes de découragement.

Les chercheurs ne risquent-ils pas aussi de se fatiguer d'étudier le Covid-19?

Il y a un vrai débat entre nous à ce sujet. Je suis plutôt de celles et de

ceux qui pensent qu'il faut continuer à s'y intéresser, tout simplement parce que la pandémie aura des effets à long terme, même si on ne sait pas encore précisément lesquels. À court terme, elle a aggravé les inégalités, et les plus vulnérables sont rapidement entrés dans des spirales de précarisation (perte de revenu, endettement). Il importe donc d'être vigilant et prêt à se mettre autour de la table pour trouver des solutions. **EBU**